

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE**

Un rapport d'éminents économistes, appuyé par le Vatican, appelle à une action urgente et à des réformes systémiques au cours de l'année du Jubilé 2025 pour faire face à la dette mondiale et aux crises de développement de notre époque.

"Le rapport du Jubilé : Un plan d'action pour s'attaquer aux crises de la dette et du développement et créer les bases financières d'une économie mondiale durable centrée sur l'homme".

- ***Plus de 30 économistes de renom*** ont été nommés par le pape François pour participer à cette importante initiative pour l'année jubilaire 2025, un héritage de son pontificat, sous la direction de Joseph Stiglitz, lauréat du prix Nobel, et de Martín Guzmán, ex-ministre de l'Économie de l'Argentine.

VILLE DU VATICAN, 20 juin 2025 - Un nouveau rapport révolutionnaire et rédigé par des experts en dette et développement de renommée mondiale appelle à une action urgente et à des réformes systémiques pour lutter contre l'escalade de la dette et les crises de développement qui touchent des milliards de personnes dans le monde.

"Le rapport du Jubilé : Un plan pour s'attaquer aux crises de la dette et du développement et créer les bases financières d'une économie mondiale durable et centrée sur l'homme", publié aujourd'hui, est rédigé par la Commission du Jubilé du pape François - un groupe de plus de 30 experts mondiaux de premier plan dirigé par Joseph Stiglitz, lauréat du prix Nobel et professeur à l'université de Columbia, et Martín Guzmán, ancien ministre de l'économie de l'Argentine et professeur à l'école des affaires internationales et publiques de l'université de Columbia.

Le rapport fait suite aux multiples appels du pape François en faveur d'un allègement de la dette mondiale, dont le pape Léon XIV a pris désormais le relais. Il associe pour la première fois une expertise économique solide à la responsabilité morale d'agir.

Le rapport montre avec force que la crise de la dette qui frappe notre système financier mondial alimente également une crise du développement. Cinquante-quatre pays en développement consacrent aujourd'hui 10 % ou plus de leurs recettes fiscales rien que pour en payer les intérêts. Dans l'ensemble du monde en développement, la charge moyenne des intérêts a presque doublé au cours de la dernière décennie. Cette situation détourne les ressources d'investissements essentiels dans la santé, l'éducation, les infrastructures et la résilience climatique, privant ainsi des millions de personnes de soins vitaux, de nutrition et d'emploi.

Ce n'est pas une fatalité : il existe des solutions qui sont à la fois économiquement saines et bénéfiques pour tous.

Alors que l'incertitude des marchés mondiaux s'accroît et que les options de refinancement s'amenuisent pour les pays désendettés, ce rapport trace une voie audacieuse et pratique, en soutenant que, grâce à une responsabilité partagée, nous pouvons éviter une décennie perdue pour le développement et l'action climatique et, au contraire, soutenir la reprise économique et le développement à long terme.

Le rapport présente une vision morale et pratique : la finance mondiale doit être au service des populations et de la planète - et non pas punir les pauvres pour protéger les profits. Ses recommandations sont les suivantes :

1. **Améliorer la restructuration de la dette** : les créanciers officiels bilatéraux et privés et les gouvernements débiteurs devraient accepter des restructurations de la dette qui offrent un allègement suffisant et rapide. Des juridictions clés, dont l'État de New York et l'Angleterre, devraient adopter une législation visant à mettre fin aux retards inefficaces, aux litiges prédateurs et au traitement préférentiel des créanciers privés par rapport aux créanciers publics.
2. **Mettre fin aux renflouements des créanciers privés** : les institutions multilatérales, y compris le Fonds monétaire international, devraient modifier leurs politiques et leurs pratiques afin de soutenir des redressements durables, et non renflouer de facto des créanciers privés ou préserver une austérité paralysante.
3. **Renforcer les politiques nationales** : les pays en développement devraient recourir davantage à la réglementation du compte de capital pour décourager les flux déstabilisants et créer un environnement plus stable pour les investissements à long terme, et devraient investir dans la transformation structurelle.
4. **Renforcer la transparence** : tous devraient soutenir des politiques financières transparentes et bénéficiant d'un large soutien de la société.
5. **Réimaginer le financement mondial** : tous devraient soutenir un changement complet des modèles de financement mondiaux afin de favoriser le financement du développement durable, y compris les prêts qui soutiennent la croissance à long terme.

Les conclusions du rapport seront discutées lors de la quatrième conférence internationale sur le financement du développement, qui se tiendra à Séville, en Espagne, du 30 juin au 3 juillet, ainsi que lors de réunions mondiales importantes où les crises de la dette et du développement figureront en bonne place à l'ordre du jour, notamment l'Assemblée générale des Nations unies à New York en septembre et le sommet du G20 à Johannesburg, en Afrique du Sud, en novembre.

Le lauréat du prix Nobel Joseph Stiglitz (chargé par le pape François de la direction du rapport) déclare :

"Les experts s'accordent de plus en plus à dire que le système d'endettement actuel est au service des marchés financiers et non des populations. Cela risque de condamner des nations entières à une décennie perdue, voire pire. Il est temps d'agir de manière responsable.

Le ministre de l'Économie de l'Argentine (2019-2022), Martín Guzmán (également chargé par le pape François de la direction du rapport), déclare :

"La crise de la dette empêche les investissements dans la santé, l'éducation et le climat et rend la situation économique et sociale dramatique dans de nombreuses économies en développement. L'appel du pape François est un acte moral et opportun de leadership. En cette année du Jubilé, une coalition des bonnes volontés doit agir pour s'attaquer aux crises de la dette et du développement, faute de quoi l'inégalité des chances s'accroîtra et l'instabilité s'amplifiera, avec des conséquences déstabilisantes à moyen terme dans le monde entier."

Le pape Léon XIV a déclaré lors de son investiture le 18 mai 2025 :

"À l'heure actuelle, nous continuons à voir trop de discordes, trop de blessures causées par la haine, la violence, les préjugés, la peur de la différence, et un paradigme économique qui exploite les ressources de la Terre et marginalise les plus pauvres". (18 mai 2025, "Homélie de la messe d'inauguration")

Informations sur les contacts avec les médias

- Les porte-parole, y compris les commissaires, sont disponibles pour des interviews avec les médias. Pour plus d'informations ou pour organiser un entretien, veuillez contacter l'Initiative pour un dialogue de politique : lpd@gsb.columbia.edu.

Notes aux rédacteurs :

- **La Commission du Jubilé** a été mise en place par le pape François en février 2025 pour marquer l'année du Jubilé 2025, au cours de laquelle l'Église catholique se concentre sur la remise des dettes et la lutte contre l'injustice et l'inégalité.
- La Commission est présidée par le **professeur Joseph E. Stiglitz**, lauréat du prix Nobel, et rassemble les principaux experts mondiaux de la dette souveraine issus du monde universitaire, de la société civile et des communautés religieuses afin d'examiner le fardeau des dettes insoutenables et de trouver des moyens de prévenir de futures crises de la dette tout en promouvant un développement économique, social et environnemental durable.
- **Le pape François** a fait de la dette un thème central de son pontificat, reconnaissant que le système financier international actuel est mal équipé pour relever les défis mondiaux actuels et qu'il doit être réformé de toute urgence. En juin 2024, il a appelé à la mise en place d'un mécanisme international de restructuration de la dette souveraine et a encouragé les dirigeants financiers à ["suivre un code de conduite international avec des normes éthiques qui peuvent guider le dialogue entre les parties"](#).

- Il y a vingt-cinq ans, lors du **Jubilé 2000**, [plus de 100 milliards de dollars de dette internationale ont été annulés](#), mais l'absence de réforme structurelle, combinée aux récents événements mondiaux, a entraîné des vulnérabilités systémiques qui sapent aujourd'hui les gains durement acquis. Le temps d'une nouvelle action du Jubilé est venu.

Membres de la Commission du Jubilé:

- **Chair: Joseph Stiglitz**, Professor, Columbia University; Founder and Co-President, Initiative for Policy Dialogue
- **Charles Abugre**, Executive Director, International Development Economics Associates (IDEAs)
- **Helen Alford**, President, The Pontifical Academy of Social Sciences
- **Patrick Bolton**, Professor of Finance and Economics, Imperial College London
- **Markus Brunnermeier**, Professor, Princeton University
- **Lee Buchheit**, Honorary Professor, University of Edinburgh Law School
- **Laura Carvalho**, Associate Professor, University of São Paulo; Director of Economic and Climate Opportunity, Open Society Foundation
- **Maia Colodenco**, Director, Global Initiatives Division of Suramericana Vision
- **Grieve Chelwa**, Associate Professor and Chair of the Social Sciences Department, The Africa Institute
- **Ishac Diwan**, Professor of Economics, American University of Beirut, and Finance for Development Lab
- **Daniela Gabor**, Professor of Economics at SOAS, University of London
- **Kevin Gallagher**, Professor, Boston University; Director, Global Development Policy Center
- **Jayati Ghosh**, Professor, University of Massachusetts Amherst
- **Martin Guzman**, Professor, Columbia University, SIPA; Co-President, Initiative for Policy Dialogue
- **Arjun Jayadev**, Professor, Azim Premji University and Senior Economist
- **Martin Kessler**, Executive Director, Finance for Development Lab, Paris School of Economics
- **Haruhiko Kuroda**, Former Governor of the Bank of Japan
- **Mariana Mazzucato**, Professor, University College London; Director, Institute for Innovation & Public Purpose
- **Marcus Miller**, Emeritus Professor, University of Warwick
- **Mahmoud Mohieldin**, United Nations Special Envoy, Financing the 2030 Agenda
- **José Antonio Ocampo**, Professor, School of International and Public Affairs, Columbia University
- **Mavis Owusu-Gyamfi**, President and CEO, African Center for Economic Transformation
- **Avinash Persaud**, Special Advisor on Climate Change to the President of the Inter-American Development Bank

- **Jeffrey Sachs**, Professor, Columbia University
- **Frederic Samama**, Adjunct Professor of International and Public Affairs, Columbia University, SIPA
- **Daouda Sembene**, Founder and CEO, AfriCatalyst
- **Vera Songwe**, Chair and Founder, Liquidity and Sustainability Facility, and Non Resident Senior Fellow, Global Economy and Development, Brookings.
- **Brad Setser**, Senior Fellow, Council on Foreign Relations
- **Adam Tooze**, Professor, Columbia University; Director, European Institute
- **Marilou Uy**, Non-Resident Senior Fellow, Global Economic Governance Initiative, Boston University Global Development Policy Center
- **Mark Weisbrot**, Co-Director, Center for Economic and Policy Research
- **Stefano Zamagni**, Professor of Economics, University of Bologna
- **Marina Zucker Marques**, Senior Academic Researcher, Global Economic Governance Initiative, Boston University Global Development Policy Center